

quasi impossible de discuter sereinement de ce sujet. Et pourtant, un examen historique sérieux de la période coloniale montrerait qu'elle eut du mauvais et du bon, de l'exploitation et du dévouement, comme on en trouve dans toutes les aventures humaines. Il montrerait surtout que, au bout du compte, autant la colonisation a offert aux pays colonisés des opportunités de développement (qu'ils n'ont en général pas su saisir), autant elle a été, pour les pays colonisateurs, une source de dépenses et d'ennuis dont ils n'ont pas fini de souffrir : de ce point de vue, la colonisation fut une erreur monumentale.

Je suis né il y a longtemps dans un pays d'Afrique appartenant à ce qu'on appelait à l'époque l'AOF (Afrique Occidentale Française) où mon père exerçait la profession (très honorable en ce temps-là) d'Administrateur des Colonies (A majuscule et C majuscule s'il vous plaît). Ses souvenirs sont consignés dans un essai qu'il écrivit bien plus tard, en 1980, sous le titre « *Contribution à l'étude du colonialisme : souvenirs d'un chef de subdivision en AOF pendant les années 30* », mais qu'il ne publia malheureusement pas, du moins à ma connaissance. Et c'est bien dommage, car ce texte a le mérite de remettre quelques idées en place.

L'auteur y montre en effet quelle était la vie en brousse, loin de tout ; comment il avait fallu créer des routes (en terre, bien entendu) et les entretenir en employant, au titre d'un impôt en nature, une main d'œuvre indigène (vous savez, le « travail forcé »...) ; comment, pour la santé publique, il avait fallu installer dans les postes de brousse des dispensaires où intervenait l'unique médecin colonial de la circonscription, heureusement assisté par des médecins auxiliaires Africains de niveau Bac+3 (vous savez, la « médecine au rabais »...) ; et comment, dans chaque chef-lieu de subdivision, une justice de proximité gratuite (vous savez, cette « honteuse justice indigène »...) était rendue par l'Administrateur assisté de deux assesseurs Africains, en application des règles coutumières locales pour les affaires

civiles, mais pas pour le pénal où la coutume (poisons d'épreuve, châtiments corporels, mutilations, etc.) avait été remplacée par le code français – on n'aurait peut-être pas dû ?...

Et puis, il avait aussi fallu faire preuve d'autorité : vis à vis des populations locales (imprévoyantes) pour leur imposer de stocker du mil dans des greniers de réserve afin de se prémunir contre d'éventuelles disettes ; vis à vis des planteurs européens, aussi, pour qu'ils n'abusent pas de leur main d'œuvre locale et qu'ils la paient correctement. Il avait fallu surtout maintenir l'ordre : l'Administrateur en était responsable dans sa circonscription et avait pour cela une petite force de police ; il avait aussi le droit d'infliger sans jugement (mais pour motifs valables dont il devait rendre compte à sa hiérarchie) des peines de prison de quelques jours aux contrevenants ; mon père fut même amené une fois à égratigner sévèrement certains principes juridiques et moraux, pour pouvoir capturer un rebelle dont l'activité, sur fond de rivalités tribales, constituait une menace grave pour la paix civile. Tout cela, il l'a reconnu et assumé – face à la critique de certains beaux esprits de la métropole, qui, eux, étaient restés confortablement dans leurs pantoufles.

Et puis un jour, vers la fin de sa vie, alors que nous discutons de je ne sais quelle magouille africaine dans laquelle (une fois de plus) la France venait de se faire piéger, mon père lâcha : « – En fin de compte, vois-tu, la morale de tout ça est que les Européens n'auraient jamais dû foutre les pieds en Afrique. » Je le regardai, estomaqué : c'était le reniement de toute sa vie professionnelle.

Pourtant, je pense aujourd'hui que le vieil homme avait raison. Pendant des siècles, et jusqu'à la colonisation, les peuples d'Afrique ont vécu en équilibre à la fois entre eux et avec leur environnement. En l'absence d'une médecine évoluée, ils subissaient une importante mortalité, notamment infantile, qu'ils acceptaient avec fatalisme et compensaient par une non

moins importante activité reproductrice. Leurs sociétés étaient claniques, très solidaires, au sein d'ethnies vivant dans des territoires distincts et n'ayant entre elles que peu de rapports, mis à part les conflits occasionnels et les captures d'esclaves qui en résultaient naturellement. Ces peuples auraient dû évoluer à leur rythme, quitte à prendre – comme nous l'avons fait nous-mêmes en Europe – un ou deux millénaires pour cela. Contrairement à ce que prétextait Jules Ferry pour justifier la colonisation, « *les races supérieures* » n'avaient pas « *un devoir de civiliser les races inférieures* »... mais simplement celui de leur ficher la paix.

Au lieu de cela, nous avons voulu forcer la nature. Notre médecine coloniale a brillamment réussi à éradiquer la lèpre, le choléra, la fièvre typhoïde et la maladie du sommeil... mais sans prendre en compte les conséquences démographiques que la baisse de mortalité obtenue risquait d'entraîner. Il eut fallu, dès le départ, prendre des mesures pour diminuer d'autant le taux de fécondité, ce qui n'aurait pu se faire que de façon autoritaire, car à l'encontre de la mentalité indigène pour laquelle les enfants, richesse et don du ciel, devaient être aussi nombreux que possible. Ces mesures autoritaires, ni les colonisateurs ni les gouvernements Africains qui leur ont succédé n'ont eu le courage de les prendre, et le résultat actuel est une surpopulation de plus en plus dramatique, entraînant des famines et des émigrations massives dont nous avons aujourd'hui à supporter les conséquences.

Nous avons aussi voulu imposer à ces peuples notre démocratie dont nous sommes si fiers... oubliant que ce système ne peut fonctionner qu'au sein d'une nation à peu près homogène. Or les pays africains artificiellement découpés par la colonisation n'étaient pas des nations, mais des assemblages disparates d'ethnies souvent antagonistes : dans ces conditions, la démocratie est inadaptée – pis, elle est nuisible, car elle donne, au travers du vote systématique des

individus en faveur de leurs ethnies respectives, une caution politique permanente à l'ethnie la plus nombreuse pour dominer les autres. Cette inégalité sociale, couplée aux penchants humains naturels à la corruption et à l'abus de pouvoir, a généré des ressentiments qui ont souvent débouché sur des conflits sanglants... où nous eûmes plus d'une fois à intervenir, à nos risques et périls.

Nous avons cru, enfin, qu'il était possible – et que c'était notre devoir – de « *civiliser* » (cf. Jules Ferry cité plus haut) les peuples colonisés. C'était méconnaître l'inertie résultant de l'hérédité culturelle, qui rendait illusoire tout espoir de faire évoluer ces gens, à moins de les maintenir sous notre domination pendant plusieurs siècles... Mission impossible, donc, qui nous a laissés en situation d'échec : nous voyons aujourd'hui la plupart de nos anciennes colonies stagner dans le sous-développement, malgré toutes les infrastructures dont elles ont hérité (mais qui se dégradent faute d'entretien) et malgré les aides diverses dont elles continuent à bénéficier (mais qui ne profitent en général qu'à un petit nombre de privilégiés). Devant cet échec, nous nous sentons coupables... à tort, bien entendu, mais ce n'est pas perdu pour tout le monde : les Africains, eux, ont très bien compris le parti qu'ils pouvaient tirer de notre culpabilisation pour nous demander de payer encore plus...

Si encore le colonialisme avait été pour nos pays une source de richesse... or ce fut tout le contraire ! Certes, certaines entreprises privées (exploitations agricoles et forestières notamment) ont fait fortune, mais à un coût disproportionné pour les nations européennes concernées : à titre d'exemple, on a pu montrer (1) qu'au milieu du siècle dernier la France dépensait pour ses colonies environ le cinquième de son budget ! Nous avons laissé en Afrique des réseaux de routes et de voies ferrées, des ports, des aérodromes, des hôpitaux... autant d'investissements au détriment de l'équipement métropolitain. Bref, nous nous sommes appauvris, pour n'en

récolter aujourd'hui que des reproches : que ne sommes-nous restés sagement chez nous comme nos voisins Suisses – ils ne semblent pourtant pas s'en porter plus mal !

Nous avons déjà beaucoup payé pour cette erreur du passé. Devrons-nous continuer à l'expier encore longtemps ? Cela dépend de nous. En premier lieu, avant de « *dire la vérité à l'Afrique* » (Bernard Lugan, op.cit.), peut-être faudrait-il d'abord en prendre conscience nous-mêmes, c'est à dire examiner notre histoire avec objectivité en envoyant au diable tous ceux – de droite comme de gauche – qui cherchent à l'instrumentaliser dans des buts militants. Il faudrait ensuite que nous comprenions que l'erreur colonialiste a résulté d'une part d'un prosélytisme présomptueux (« *civiliser les races inférieures* ») et d'autre part d'ambitions économiques irréalistes (eu égard aux investissements nécessaires). Ces graves défauts, nous les avons toujours : il n'est que d'écouter nos politiciens se gargariser avec « le rayonnement de la France » tout en se mettant à plat ventre devant les règles inhumaines du libéralisme économique international...

Nous n'aurions jamais dû mettre les pieds en Afrique et tant que nous ne nous serons pas sérieusement remis en question, nous resterons dans l'erreur et nous en paierons les conséquences.

Jean-Marie Blanc

(Mars 2018)

(1) Cf. notamment l'ouvrage de Bernard Lugan : « *Osons dire la vérité à l'Afrique* », Éditions du Rocher, 2015.